

COMPAGNIE LEBON
Société Anonyme au capital de 13 359 500 €
Siège social : 24, rue Murillo - 75008 Paris
552 018 731 - RCS Paris

**ELEMENTS FINANCIERS
DU PREMIER SEMESTRE 2010**

EVENEMENTS DU SEMESTRE

I – ACTIVITE FINANCIERE : CAPITAL INVESTISSEMENT

- PALUEL-MARMONT CAPITAL : l'activité du 1er semestre a été marquée par la cession de la FINANCIERE ORFEVRIERE D'ANJOU sans impact sur la consolidation par rapport à la juste valeur actée au 31 décembre 2009.
- Un nouvel investissement dans IEF2I, groupe de formation professionnelle privée, essentiellement en informatique, a été fait pour 1,9 M€.
- La valeur du portefeuille s'établit au 30 juin à 42,2 M€.
- La contribution au résultat consolidé est de -0,8 M€.

- « Le pôle VALORISATION D'ACTIFS IMMOBILIERS » :

- Ce semestre constitue un semestre de retournement et de reprise après les difficultés de 2009.
- L'activité de promotion résidentielle a été soutenue, avec un chiffre d'affaires de 7,23 M€.
- La part du chiffre d'affaires issue de l'activité locative (0,81 M€) augmente avec la poursuite du développement et la montée en puissance de l'ensemble commercial à Orchies (59).
- Le résultat de l'activité financière est négatif de 0,36 M€.
- Après impôts et part des minoritaires, la contribution au résultat consolidé est de - 0,04 M€.

- « Le pôle FONDS » :

- A été appelé pour 1,1 M€ essentiellement par les fonds LBO.
- A encaissé 1,3 M€ de remboursement de capital et dividendes.
- La valorisation du portefeuille au 30 juin a entraîné une augmentation de la juste valeur de 0,7 M€. Le portefeuille s'évalue à 24,9 M€ au 30 juin.
- La contribution au résultat consolidé est de 1,5 M€.

L'ensemble du secteur financier contribue donc à hauteur de 0,7M€.

II – ACTIVITE HOTELIERE

Dans une conjoncture plus favorable (retour de la croissance, baisse de l'euro, dynamisme touristique), le chiffre d'affaires du semestre des Hôtels ESPRIT DE FRANCE s'est élevé à 7,1 M€ contre 6,5 M€, soit une augmentation de 8,34 % qui s'explique essentiellement par une hausse du taux d'occupation (+ 3,25 %) et une hausse de la recette moyenne des chambres (+ 3,94 %).

Le Résultat d'Exploitation ressort à 1,89 M€ contre 1,57 M€ soit une augmentation de 19,9 %.

Après des impôts de 0,66 M€, le bénéfice net des Hôtels ESPRIT DE FRANCE est de 1,22 M€ contre 59 K€ au 30 juin 2009 (non comparable à l'année précédente du fait d'une provision sur fonds de commerce).

La contribution part du groupe au résultat consolidé est de 1,15 M€.

III – HOLDING

Au 30 juin 2010, l'immeuble du 24, rue Murillo n'a pas été réévalué.

La contribution au résultat consolidé est de -0,36 M€.

IV – RESULTATS

Le résultat consolidé de la COMPAGNIE LEBON, part du groupe, est positif de **1,5 M€**.

COMPTES CONSOLIDES

La contribution au résultat consolidé (part du groupe) des secteurs d'activité se résume comme suit :

	Capital Investissement	Hôtellerie
Produits des activités courantes	48 241 K€	7 071 K€
Charges liées aux activités courantes	- 45 138 K€	- 5 287 K€
Dépréciation des fonds de commerce et goodwill	- 674 K€	
Résultat des activités courantes	2 429 K€	1 784 K€
Produits et charges financiers	593 K€	84 K€
Résultat avant impôts	3 369 K€	1 868 K€
Impôt courant et différé sur les bénéfices	- 1 381 K€	- 659 K€
Intérêts Minoritaires	-1 301 K€	- 63 K€
Résultat par secteurs	687 K€	1 146 K€
Résultat des secteurs d'activité	1 833 K€	
Holding et divers	- 360 K€	
Résultat Net Consolidé (part du groupe)	1 473 K€	

V - RISQUES ET INCERTITUDES

Les risques et incertitudes du second semestre 2010 n'ont pas évolué depuis les éléments publiés dans le document de référence 2009. Les principaux risques sont l'augmentation des taux d'emprunt. Au 30 juin, les emprunts à long terme s'élevaient à 41 M€. Les principales incertitudes sont dans la réalisation des titres non cotés dont le portefeuille est évalué au 30 juin à 57,5 M€.

VI - TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Aucune transaction de biens n'a été réalisée au cours du 1^{er} semestre entre les sociétés du groupe. Les prestations de service rendues par la COMPAGNIE LEBON à ses filiales pour 0,3 M€ ont été annulées en consolidation.

EVOLUTION DU GROUPE

Au cours du 1^{er} semestre, l'activité des sociétés filiales ou du portefeuille a été plutôt satisfaisante. De plus, on constate une stabilisation, voire une légère reprise de la valeur des actifs. L'année 2010 sera une année de transition.

La Compagnie Lebon, forte d'une position de trésorerie importante, entend continuer à apporter tout son soutien à ses filiales en vue de leur développement et de leur valorisation dans cette période difficile.

Au cours du 2^e semestre, l'activité financière pourrait voir plusieurs transactions en cours de négociation se concrétiser.

L'activité hôtelière reste favorable, compte tenu de la bonne tenue du secteur.

Le résultat de l'année devrait être sensiblement supérieur à celui du 30 juin.

Groupe COMPAGNIE LEBON

Compte de résultat consolidé ifrs (en K€)	notes	Au 30/06/2010	Au 31/12/2009	Au 30/06/2009
Chiffres d'affaires		55 321	107 973	54 793
Autres produits de l'activité		266	600	456
Produit des activités courantes	5-p	55 587	108 573	55 249
Achats, variation de stocks et charges externes		-32 842	-63 797	-31 566
Charges de personnel		-15 484	-30 392	-15 753
Impôts et taxes		-1 057	-2 759	-1 257
Dotations aux amortissements et aux provisions		-1 796	-6 781	-5 462
Autres produits et charges ordinaires		-89	-2	-43
Charges des activités courantes	5-q	-51 268	-103 731	-54 081
Résultat courant avant dépréciation		4 318	4 842	1 168
Dépréciation sur Fonds de Commerce et goodwill	5-s	-674	-3 512	-1 462
Résultat des activités courantes		3 644	1 330	-294
Ajustement (net) de la juste valeur des TIAP	5-e	-1 119	-12 058	-4 475
Ajustement (net) de la juste valeur des valeurs mobilières de placement	5-i	-68	829	740
Produits financiers	5-w	3 101	6 236	2 027
Coûts financiers	5-w	-1 307	-4 266	-2 327
Résultat de l'activité financière		608	-9 259	-4 035
Ajustement (net) de la juste valeur des immeubles de placement	5-u	266	127	175
Résultats de cession des immeubles de placement			4 617	
Résultat avant impôt et résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		4 518	-3 185	-4 154
Charge d'impôt	5-x	-1 743	3 126	1 342
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		0	0	-68
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		63		
Résultat net		2 837	-59	-2 880
Part du Groupe		1 473	-1 030	-3 255
Part des minoritaires	5-y	1 364	971	375
Résultat par action		1,28 €	-0,89 €	-2,80 €
Résultat dilué par action	5-y	1,21 €	-0,85 €	-2,68 €

Bilan consolidé ifrs (en K€)

Actif	notes	au 30/06/2010	au 31/12/2009	au 30/06/2009
Actifs non courants		172 452	170 645	188 188
Actifs corporels	5-a	21 037	22 108	21 967
Immeubles de placement	5-b	22 662	20 092	27 563
Ecart d'acquisition	5-d	46 181	47 746	49 313
Immobilisations incorporelles	5-c	19 587	19 626	19 733
Titres de capital investissement en juste valeur	5-e	57 520	55 992	65 544
Autres immobilisations financières		868	891	1 599
Titres dans sociétés mises en équivalence				132
Impôts différés	5-f	4 597	4 190	2 337
Actifs courants		121 364	137 971	108 854
Stocks	5-g	34 633	40 185	30 178
Clients et créances diverses	5-h	34 765	35 971	33 452
Charges constatées d'avance		1 198	847	1 190
Valeurs mobilières évaluées en juste valeur	5-i	39 283	50 753	31 477
Disponibilités		11 485	10 215	12 557
Total actif		293 816	308 616	297 042
Passif				
Capitaux propres (part du groupe)		167 503	168 796	166 702
Capital	5-j	13 360	13 360	13 360
Réserves consolidées		157 878	160 724	160 538
Résultat consolidé		1 473	-1 030	-3 255
Titres en autocontrôle	5-j	-5 208	-4 258	-3 941
Intérêts minoritaires		15 034	14 021	14 662
Passif non courant		63 545	60 475	57 286
Emprunts long terme	5-k	41 137	39 674	34 105
Impôts différés	5-m	16 353	15 485	16 399
Provisions long terme	5-l	422	440	369
Dettes sur immobilisations	5-n	5 633	4 876	6 413
Dettes fiscales				
Passif courant		47 734	65 324	58 392
Dettes sur immobilisations	5-n	1 762	3 035	1 940
Autres dettes d'exploitation	5-o	32 139	32 440	27 062
Comptes de régularisation		7 709	16 446	9 059
Part courante des emprunts et dettes financières	5-k	4 379	11 784	18 749
Provision court terme	5-l	1 745	1 619	1 582
Total passif		293 816	308 616	297 042

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en K€)

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	2 837	-59	-2 880
+/- Dotations nettes aux amortissements	909	1 961	1 016
+/- Dotations nettes aux provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	663	6 542	3 490
+/- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	853	12 107	5 808
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	28	-62	41
+/- Autres produits et charges calculés			
+/- Plus et moins values de cession	-293	-6 679	-283
+/- Profits et pertes de dilution			
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		0	68
- Dividendes (titres non consolidés)			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 997	13 810	7 260
+ Coût de l'endettement financier net			
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	458	-4 686	-1 791
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	5 455	9 124	5 469
- Impôt versé			
+/- Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	-3 000	2 024	1 163
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 455	11 148	6 632
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 128	-1 103	-713
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	-4 027	-10 854	-4 600
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	1 611	33 559	12 063
+/- Incidence des variations de périmètre	113	8 367	10 487
+ Dividendes reçus			
+/- Variation des prêts et avances consentis			
+ Subventions d'investissement reçues			
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-5 430	29 969	17 237
+ Sommes perçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	0	0	
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
+/- Rachats et reventes d'actions propres	-949	-1 304	-505
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-2 194	-3 129	-1 923
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 501	4 616	51
- Remboursements d'emprunts	-6 423	-6 791	-3 628
- Intérêts financiers nets versés			
+/- Autres flux liés aux opérations de financement			-311
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-7 065	-6 608	-6 316
+/- Incidence des variations des cours des devises			
Variation de la trésorerie nette	-10 040	34 509	17 553
Trésorerie d'ouverture	60 968	26 459	26 459
Trésorerie de clôture	50 767	60 968	44 012
Incidence des variations du périmètre	-161		

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en K€

	01/01/2010	01/01/2009	01/01/2008
Capitaux propres part du groupe	168 796	173 056	178 881
Résultat consolidé	1 473	-1 030	-2 536
Distribution de dividendes	-1 843	-1 864	-3 749
Actions propres	-949	-824	416
Retraitement Stock options	28	-62	5
Autres variations	-2		39
Résultats antérieurs/consolidation en IG de filiales		-480	
Capitaux propres part du groupe	167 503	168 796	173 056
	30/06/2010	31/12/2009	31/12/2008

Etat de résultat global (en K€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat net	2 837	-59	-2 880
Stock option	28	-62	41
Résultats antérieurs/consolidation en intégration globale de filiales		-480	-464
Divers			
Effets fiscaux			
Total des produits & charges non constatés en résultat	28	-542	-423
Résultat global	2 865	-601	-3 303
Part du Groupe	1 501	-1 572	-3 984
Part des minoritaires	1 364	971	375

Notes annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2010

1 – Faits caractéristiques de l'exercice

Faits marquants du semestre

Le résultat consolidé du 1^{er} semestre 2010, part du groupe, est un bénéfice de 1,5 M€.

L'activité du groupe, détaillée dans les notes annexes, ci-après, comprend les activités récurrentes (comme l'hôtellerie), les activités dénouées au cours de l'exercice, en fonction des acquisitions et des cessions des opérations d'investissement dans les projets industriels et immobiliers (capital investissement) et l'opération de cession du groupe consolidé FINANCIERE OFEVRIERIE D'ANJOU.

De plus, le résultat prend en compte l'évaluation à la juste valeur des projets, non dénoués en fin d'exercice. La volatilité du contexte économique fait peser un risque sur les conditions de sortie. En effet, l'environnement économique a une forte incidence sur les marges des entreprises ce qui est susceptible de modifier leur valeur.

Le résultat du 1^{er} semestre peut se résumer en deux parties :

- les opérations dénouées au cours de la période, qui se soldent par un bénéfice de + 2,9 M€, provenant des différentes activités du groupe, récurrentes ou ponctuelles, et plus particulièrement :

- . de l'activité du secteur hôtelier, + 1,1 M€
- . de l'activité du secteur valorisation, + 0,8 M€
- . de l'activité des filiales consolidées de PALUEL-MARMONT CAPITAL, + 1,3 M€
- . du fonctionnement de PALUEL-MARMONT CAPITAL, - 0,9 M€
- . de la cession du groupe FINANCIERE ORFEVRERIE D'ANJOU, + 0,1 M€
- . des revenus des Tiap PALUEL-MARMONT CAPITAL, + 0,2 M€
- . des revenus des Tiap PALUEL-MARMONT FINANCE, + 1,1 M€
- . d'autres postes, -0,8 M€

- et les évaluations des opérations en portefeuille déficitaires de 1,4 M€ provenant principalement

- . du portefeuille des Tiap, - 1,1 M€,
- . des immeubles de placement, + 0,3 M€,
- . des écarts d'acquisition, - 0,6 M€ sur les filiales opérationnelles de PALUEL-MARMONT CAPITAL dont le goodwill a été déprécié.

2 – Base de préparation

a) Principes généraux

Les états financiers consolidés présentés ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards), adoptées par la Communauté Européenne dans son règlement n° 1 126 / 2008 du 3 novembre 2008.

Les principes comptables et les méthodes d'évaluation retenus pour l'établissement des informations financières de 2010 sont inchangés par rapport à 2009 et ont été complétés de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2010 ;
- des options retenues et des exemptions utilisées.

Ces états financiers sont présentés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche.

b) Estimation de la Direction

Les estimations et jugements posés par la Direction en application des normes IFRS et qui ont un impact significatif sur les comptes concernent les éléments suivants :

- l'évaluation des titres de capital investissement (TIAP),
- les évaluations retenues pour les tests de dépréciation de valeur,
- les évaluations des immeubles de placements,
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraite.

c) Référentiel Normes

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme internationale financière IAS34 « Information financière intermédiaire », telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les états financiers consolidés intermédiaires tiennent compte des normes, interprétations et amendements publiés, d'application obligatoire dans l'Union Européenne, aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 :

- IFRS 3 – Regroupement d’entreprises (révisée)
- IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels révisée
- Amendement 2008 d’IAS 39 – Expositions éligibles à la comptabilité de couverture
- Amendement à IFRS 2 – Comptabilisation des plans dénoués en trésorerie au sein d’un groupe
- Améliorations annuelles 2009 – Améliorations annuelles des normes IFRS Avril 2009
- IFRIC 15 – Accords pour la construction d’un bien immobilier
- IFRIC 16 – Couvertures d’un investissement net dans une activité à l’étranger
- IFRIC 17 – Distributions d’actifs non monétaires aux actionnaires
- IFRIC 18 – Transferts d’actifs des clients

Le Groupe n’a pas anticipé de normes et interprétations dont l’application n’est pas obligatoire au 1er janvier 2010.

Les normes, interprétations et amendements publiés d’application obligatoire, mais non encore approuvés par l’Union Européenne, ne devraient pas avoir d’impact significatif sur les comptes du 31 décembre 2010.

3 – Principes comptables de consolidation et méthodes d’évaluation

a) Méthodes de consolidation

Les principes comptables de consolidation sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2009, décrits dans la note 3.

b) Date d’arrêté des comptes

Les états financiers de l’ensemble des sociétés consolidées par méthode de l’intégration globale sont arrêtés à la date du 30 juin 2010, à l’exception de 3 sous groupes, filiales de PALUEL-MARMONT CAPITAL qui clôturent leurs comptes au 31 mars 2010.

c) L’information sectorielle

L’information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8.

L’ensemble du périmètre de consolidation est situé en France, une information géographique ou monétaire à ce niveau ne serait pas pertinente. L’information sectorielle est donc présentée en fonction des secteurs d’activité :

- Le capital investissement
- L’hôtellerie
- Le patrimoine immobilier et divers

d) Méthodes d’évaluation

Les méthodes d’évaluation sont identiques à celles appliquées au 31 décembre 2009 dans la note 4.

4 – Périmètre de consolidation

Les variations du périmètre de consolidation par rapport au 31 décembre 2009 sont dues :

- à la déconsolidation du sous groupe FINANCIERE ORFEVRERIE D'ANJOU à la suite de la cession intervenue en juin 2010 ;
- à la déconsolidation de la filiale FONCIERE PARISIENNE PRIVEE en raison de la cession de 80 % de la participation ;
- à la création d'une filiale de SEGIFIN, détenue à 100 %, la société PHOEBUS INVEST, consolidée par intégration globale.

5 – Notes sur le bilan et le compte de résultat

a) Actifs corporels

Les variations de la période s'analysent de la manière suivante :

Les actifs corporels s'élèvent à 21 037 K€ et ont augmenté de 714 K€, du fait des travaux de rénovation réalisés sur l'Hôtel AIGLON et l'Hôtel MANSART pour 314 K€ et d'investissements, d'agencements, mobiliers et informatiques.

Les actifs corporels ont principalement diminué de 1 785 K€ en raison de la déconsolidation du sous groupe FINANCIERE ORFEVRERIE D'ANJOU pour 831 K€ et de la dotation aux amortissements par composants pour 838 K€.

b) Les immeubles de placement

Le poste Immeubles de placement comprend la juste valeur au 30 juin 2010 de l'immeuble sis 24 rue Murillo Paris 8^{ème} (partie de l'immeuble donnée en location), d'une usine à Compiègne, et deux locaux commerciaux à Orchies.

Les expertises immobilières de 2009 servent de base à l'évaluation au 30 juin 2010, à défaut d'indice de perte de valeur sur les immeubles. Pour le nouveau local commercial construit à Orchies en 2010, l'évaluation résulte de l'expertise réalisée le 30 juin 2010 par AD VALOREM et aboutit à une variation de juste valeur de 266 K€.

Les produits locatifs des immeubles de placement en compte de résultat en 2010 s'élèvent à 861 K€.

Conformément au § 56 de la norme IAS 17, le montant brut des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location simples non résiliables est de 11,2 M€.

< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
1,5 M€	4,4 M€	5,3 M€

Sensibilité des immeubles de placement

Les immeubles de placement, évalués à dire d'experts sur la rentabilité des loyers ajustés au prix de location du marché, ont une sensibilité pouvant s'évaluer comme suit :

sensibilité des justes valeurs	Immeubles		
	baisse de la juste valeur		
	Locatifs	industriel	Centre Cial
Hausse de 1% du taux de capitalisation	- 0,96 M€	- 0,93 M€	- 1,03 M€
Baisse de 10% des loyers	- 0,68 M€	- 0,82 M€	- 0,74 M€

c) Actifs incorporels

Ce poste comprend essentiellement les fonds de commerce hôteliers pour 15 479 K€, les fonds de commerce des filiales consolidées de PALUEL-MARMONT CAPITAL pour 2 021 K€ et les autres immobilisations incorporelles, nettes d'amortissement, pour 2 087 K€.

d) Ecart d'acquisition et tests de dépréciation des actifs

Les écarts d'acquisition correspondent aux écarts entre le prix de revient des titres consolidés acquis et la juste valeur des actifs et des passifs.

Ce poste comprend, au 30 juin 2010, les écarts d'acquisition constatés lors d'acquisitions d'hôtels pour un montant de 10 142 K€ et 36 039 K€ provenant de la consolidation des filiales de PALUEL-MARMONT CAPITAL.

En raison de la déconsolidation de la filiale cédée de PALUEL-MARMONT CAPITAL, FINANCIÈRE ORFEVRIE d'ANJOU, ce poste a diminué de 848 K€.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » les écarts d'acquisition font l'objet de tests de valeur.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT), qui correspondent aux Hôtels Esprit de France, est déterminée par l'actualisation, aux taux indiqués ci-dessous, des cash-flows d'exploitation prévisionnels.

Les projections de flux de trésorerie sont déterminées sur la base de business plans sur 5 ans approuvés par la direction du groupe et au-delà, les flux de trésorerie sont extrapolés en appliquant un taux d'actualisation après impôts de 8 %, un taux d'inflation de 2,8 % et un taux d'impôt normatif de 33,33 %.

Aucun indice de perte de valeur ne s'étant révélé au 30 juin 2010, le groupe n'a pas procédé à la mise à jour des tests de dépréciation du 31 décembre 2009.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT), qui correspondent aux activités des filiales de PALUEL-MARMONT CAPITAL, est déterminée selon les modalités décrites au 6e du 31 décembre 2009.

Un indice de perte de valeur s'est révélé sur le groupe PALOLDING au 30 juin 2010 et le test de dépréciation a abouti à constater une dépréciation de 598 K€ du fait des baisses prévisionnelles d'activités du secteur.

e) Titres de Capital Investissement par juste valeur en résultat

Les titres de Capital Investissement sont évalués à leur juste valeur au 30 juin 2010 pour 57 320 K€.

Risques de sensibilité du portefeuille des TIAP

Les TIAP, valorisés sur des critères de rentabilité ou de multiples du résultat d'exploitation, représentent un risque de valorisation en fonction des multiples employés qui peuvent varier en fonction des données économiques notamment en période de crise financière.

Les variations sont les suivantes :

en milliers d'euros	juste valeur 31/12/2009	Acquisition	Cessions à la juste valeur	Varations de la juste valeur	Filiales PMC	juste valeur 30/06/2010
Titres Capital Investissement	55 992	3 725	-1 078	-1 119		57 520

Le portefeuille du Groupe Compagnie Lebon est évalué selon les recommandations publiées en avril 2005 conjointement par l'European Private Equity and Venture Capital Association (« EVCA »), l'Association Française des Investisseurs en Capital (« AFIC »), et la British Venture Capital Association (« BVCA »).

Conformément aux dispositions de l'amendement à la norme IFRS 7, les modes d'évaluation retenus pour la détermination de la juste valeur des titres de capital investissement appartiennent au niveau 2 (paramètres autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1 ; autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables). Il n'existe pas de titres de capital investissement évalués selon le niveau 1 (prix coté sur un marché actif).

Ainsi, le portefeuille a été évalué en « juste valeur » selon la note 6 e) de l'annexe au 31 décembre 2009.

Dans le cadre de son activité capital investissement, le Groupe Compagnie Lebon a donné ou reçu les engagements suivants :

Colombus Partners Europe :

Nantissement des parts de 6 sociétés au profit des banques prêteuses.

Paluel-Marmont Capital :

- Garantie de passif donnée à l'acquéreur des actions GMSE+/SAM + jusqu'au 31 mars 2011 pour un montant maximum de 0,56 M€.

- Garantie de passif donnée à l'acquéreur de FINANCIERE CONTROLES ET TESTS jusqu'au 27 novembre 2010 pour 161 K€.

- Promesse de vente donnée sur 16 764 actions et 16 718 Obligations convertibles CESA DEVELOPPEMENT à échéance du 31 décembre 2010.

- Garantie de passif donnée à l'acquéreur des actions QUADRIMEX jusqu'au 31 décembre 2012 pour un montant maximum de 0,195 M€.

- Engagement de souscription à un emprunt obligataire de 2 M€ sur la société PALOLDING jusqu'au 31 décembre 2010 en cas de complément de prix à verser sur l'acquisition des filiales.

- En attente d'un complément de prix de cession variable, 499 112 actions Monarch Beverage Compagnie ont été cédées à la société nanties au profit de la société et seront à défaut restituées.

Paluel-Marmont Finance :

- Engagement de souscription dans le fonds CHEQUERS CAPITAL XV pour un montant de 3 M€ au 30 juin 2010 et ce jusqu'en juillet 2011.
- Engagement de souscription dans le fonds TSS FUND pour un montant de 1 M€ au 30 juin 2010 et ce jusqu'en décembre 2010.

Compagnie Lebon :

- Garantie jusqu'au 31 décembre 2010 en matière fiscale sur la cession de LONTHENES.

f) Impôts différés

Ce poste comprend l'impôt différé actif sur les déficits des filiales SEGIFIN pour 824 K€, CHAMPOLLION PARTNERS, CHAMPOLLION I et CHAMPOLLION II, pour 970 K€, COLOMBUS PARTNERS pour 192 K€, COLOMBUS PARTNERS EUROPE pour 2 302 K€, MURILLO INVESTISSEMENTS pour 100 K€ et le GROUPE EDIMARK SANTE POUR 209 K€.

L'impôt actif de 824 K€ de SEGIFIN correspond à un déficit de 2,4 M€, étant précisé que le déficit global de SEGIFIN s'élève au 30 juin 2010 à 10,9 M€.

g) Stocks

En KE	31/12/2009	Acquisition	Cessions	Virt immeuble de placement	Variation de dépréciation	30/06/2010
Stocks	40 185	13 437	-16 857	-2 304	172	34 633

Les acquisitions correspondent principalement :

- à des travaux réalisés sur les investissements immobiliers réalisés par les filiales pour un total de 6 176 K€, dont les filiales Domaine de la Tour, Vosne et Hozier pour respectivement (990 K€) sur les biens situés à Plan de la Tour (994 K€) sur les biens situés à Boulogne-Billancourt et (4 192 K€) sur les biens situés rue d'Hozier à Marseille,
- et à l'activité de négoce des filiales de PALUEL-MARMONT CAPITAL, pour 9 649 K€,
- au coût d'acquisition des terrains, zone Sud, à Orchies, pour 2 631 K€ et aux coûts des travaux, sur le local commercial Point Vert, dépensés en 2010, pour 1 174 K€.

La diminution correspond aux prix de revient des biens vendus par les sociétés immobilières pour 6 624 K€ et à l'activité de négoce des filiales de PALUEL-MARMONT CAPITAL pour 9 285 K€.

La variation de la dépréciation porte principalement sur l'immeuble détenu par FONCIERE CHAMPOLLION 24, sis à La Plagne, pour 174 K€.

Sensibilité des stocks (marchand de biens)

La sensibilité de ces immeubles est la même que celle définie dans les immeubles de placement.

h) Clients et créances diverses

Ce poste comprend la valeur nominale des factures dues par les clients, les créances sociales et fiscales (notamment TVA récupérable sur les travaux immobiliers) et les autres créances.

Lorsque les créances sont impayées à leur date d'exigibilité, elles sont provisionnées s'il existe un risque de non recouvrement.

i) Valeurs mobilières évaluées en juste valeur par résultat

Ce poste comprend les valeurs mobilières de placement destinées à être cédées à court terme, évaluées à la juste valeur au 30 juin 2010 pour 39 283K€.

K€	juste valeur 31/12/2009	Acquisitions	Cessions à la juste valeur	Varations de la juste valeur	juste valeur 30/06/2010
Valeurs mobilières évaluées en juste valeur	50 753	33 371	-44 883	42	39 283

Conformément aux dispositions de l'amendement à la norme IFRS 7, les modes d'évaluation retenus pour la détermination de la juste valeur des valeurs mobilières appartiennent au niveau 1 (prix coté sur un marché actif).

La cession de valeurs mobilières de placement en 2010 a entraîné la constatation d'une perte de 110 K€ par rapport à l'évaluation du 31/12/2009, soit une perte globale de 68 K€.

Sensibilité au risque de marché des valeurs mobilières de placement

Les SICAV et FCP sont sensibles aux taux d'intérêt à court terme car ceux-ci représentent des placements de trésorerie rémunérés sur la base de l'EONIA (1 jour à 3 mois). Il n'y a pas de risque actions.

j) Capital social et actions propres

Le capital de la Compagnie Lebon comprend 1 214 500 actions de 11 € de nominal sans changement par rapport au 31 décembre 2009.

Au 30 juin 2010, le groupe détient 63 618 actions de ses propres actions pour un montant global de 5 208 K€ dont 20 000 acquises en couverture de plans des stocks options, 41 133 affectées à la croissance externe et de 2 485 actions acquises au titre du contrat de liquidité géré par GILBERT DUPONT.

Au cours de la période, il a été distribué un dividende par action de 1,6 €.

k) Dettes financières et swap

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Emprunts bancaires et obligataires	42 228	49 614	51 996
Intérêts courus sur emprunts et découverts bancaires	6	41	116
Comptes courants hors groupe	3 002	1 686	
Dépôts reçus des locataires des biens immobiliers	280	116	742
Total	45 516	51 457	52 854
Emprunts à long terme	41 137	39 674	34 105
Part courante des emprunts et dettes financières	4 379	11 783	18 749
Total	45 516	51 457	52 854

Le poste emprunts bancaires a diminué du fait principalement des remboursements des crédits au fur et à mesure des ventes de lots immobiliers pour 3 785 K€ et de l'activité des filiales de PALUEL-MARMONT CAPITAL pour 1 409 K€ et a augmenté en complément d'un emprunt, sur une opération immobilière pour 1 849 K€.

Le Groupe Compagnie Lebon a accordé des garanties sur les emprunts bancaires, à savoir :

Compagnie Lebon

- Nantissement de 20 922 actions ESPRIT DE FRANCE auprès de OSEO FINANCEMENT et de la BANQUE POPULAIRE dans le cadre de l'emprunt souscrit auprès de ces établissements financiers tombant respectivement à échéance le 31 mars 2011 et le 30 janvier 2011.

Esprit de France

- En garantie des emprunts contractés auprès de Banque Populaire et de OSEO FINANCEMENT pour un montant à l'origine de 5 300 K€ et à échéance du 31/03/2011, 4 390 actions de l'Hôtel AIGLON d'une valeur nominale de 16 € ont été données en nantissement.

Foncière Champollion 21

- Nantissement de compte d'instruments financiers au profit de la SOCFIM.
- Cession Dailly des loyers de la société au profit de la SOCFIM.
- Privilège de prêteur de deniers 8 760 K€.

Foncière Champollion 24

- Nantissement des titres de la société au profit de la SOCFIM.
- Cession Dailly (non signifiée) des loyers de la société au profit de la SOCFIM.
- Privilège de prêteur de deniers à hauteur de 7 700 K€ (Centaure-La Plagne)

Groupe Logfi

- Gage de compte d'instruments financiers pour un montant de 1,9 M€ en garantie d'un prêt bancaire.

Swap - Instruments de couverture

La société utilise des instruments dérivés dans le cadre de sa politique de couverture du risque de taux d'intérêt. Ces instruments, présentés à leur valeur notionnelle en hors bilan en normes françaises, constituent en normes IFRS des actifs et des passifs financiers et doivent être inscrits au bilan pour leur juste valeur.

Ces instruments doivent être qualifiés ou non d'opérations de couverture, dont l'efficacité doit être vérifiée.

Le Groupe Compagnie Lebon a développé une stratégie de couverture à base de swaps, afin de se prémunir contre une hausse des taux d'intérêts de ses emprunts.

Dans les comptes consolidés, les contrats de swaps sont comptabilisés en valeur de marché. Lorsqu'une relation de couverture est établie (couverture de flux futurs de trésorerie ou couverture d'investissements), la variation de valeur de l'instrument, correspondant à la seule partie efficace de la couverture est enregistrée en capitaux propres. La variation de la part inefficace (qui correspond à la valeur temps) est toujours enregistrée en résultat.

S'agissant des swaps détenus par la société, la relation de couverture n'a pas été établie.

Ces swaps (20 M€ en valeur notionnelle et souscrits à des taux plafonds compris entre 2,38 % et 2,55 %) avaient une valeur négative de 348 K€ au 30 juin 2010, entraînant sur le semestre une perte de 57 K€.

Ces instruments de couverture ont été souscrits auprès d'établissements bancaires français de 1^{er} rang. S'agissant de produits standardisés, la juste valeur de ces instruments, aux dates d'arrêté comptable, retenue par la société est celle communiquée par les contreparties bancaires correspondantes.

I) Provisions (à long terme et à court terme)

En KE	31/12/2009	Augmentations	Reprise pour utilisation	Autres reprises	30/06/2010
Engagements de retraite	440	68	86		422
Autres risques et charges	1 619	657	531		1 745
	2 059	725	617		2 167

Les engagements de retraite comprennent les indemnités de départ et les médailles du travail pour 422 K€.

Les provisions pour risques et charges comprennent des provisions sur l'activité des filiales de PALUEL-MARMONT CAPITAL pour 857 K€, les travaux restant à engager sur les opérations immobilières pour 307 K€, une provision pour risque de non recouvrement de la quote-part de perte d'un minoritaire au groupe pour 506 K€ et des provisions sur litiges pour 75 K€.

m) Analyse des actifs et passifs d'impôts différés (en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009	Variation	
				Impact résultat	Autres
Charges à déductibilité différée	4 317	3 994	3 190	2 988	
Engagements de retraites	20	19	19	4	
Autres provisions non déduites fiscalement	-3 383	-2 995	-153	-2 754	
Ecarts entre les valeurs comptables et fiscales d'actif et de passif			-112	195	
Différences temporaires liées aux retraitements de consolidation			209		
<i>Sous-total des différences temporaires</i>	<i>954</i>	<i>1 018</i>	<i>3 153</i>	<i>433</i>	
Écrêtement des différences temporaires					
<i>Différences temporaires après écrêtements</i>					
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés après écrêtements					
Compensation IDA / IDP	3 643	2 962	-816	2 545	
Total Actifs d'impôt différé	4 597	3 980	2 337	2 978	
Ecarts entre les valeurs comptables et fiscales d'actif et de passif					
Différences temporaires liées aux retraitements de consolidation	12 710	12 523	17 344	-4 253	
Autres différences temporaires taxables					
Compensation IDA / IDP	3 643	2 962	-816	2 545	
Total Passifs d'impôt différé	16 353	15 485	16 528	-1 708	

n) Dettes sur immobilisations

Ce poste comprend les engagements de souscription non encore libérés dans les fonds de Capital Investissement souscrits par PALUEL-MARMONT FINANCE.

o) Échéances des créances et des dettes

Les créances et dettes à moins d'un an sont présentées dans les actifs et passifs courants.

Les créances et dettes à plus d'un an sont présentées dans les actifs et passifs non courants.

p) Produits des activités courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Chiffre d'affaires filiales PMC (biens et services)	39 833	80 419	41 194
Prix de cession des biens immobiliers (neuf & marchand de biens)	7 232	11 043	5 664
Chiffres d'affaires Hôtels	7 071	13 722	6 541
Loyers et charges facturés sur patrimoine immobilier	1 016	2 552	1 241
Honoraires et divers	169	237	153
Autres produits (transferts de charges et divers)	266	600	456
Total	55 587	108 573	55 249

q) Charges des activités courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Prix de revient des biens vendus filiales PMC	9 285	19 002	9 691
Prix de revient des biens immobiliers (neuf & marchand de biens)	6 909	10 036	4 654
Charges externes	16 648	34 820	17 220
Salaires et charges sociales	15 456	30 392	15 513
Stock option	28	-62	41
Impôts et taxes	1 057	2 759	1 257
Amortissements et provisions	1 796	6 782	6 924
Autres produits et charges courantes	89	2	44
Total	51 268	103 731	55 344

r) Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent 28 K€ de charges de stock-options, évaluées selon la note 4 s) de l'annexe au 31 décembre 2009.

s) Dotations aux amortissements et provisions et dépréciation des fonds de commerce et des goodwill.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dotations aux amortissements			
Immobilisations incorporelles	71		
Immobilisations corporelles	838	2 247	1 016
			1 460
Dotations aux provisions			
Engagements de retraite	68	52	49
autres charges (travaux et litige)	501	219	
stocks	133	3 143	3 646
créances	185	1 120	753
Total	1 796	6 781	6 924

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dépréciation fonds de commerce		1 500	
Dépréciation des goodwill	598	1 582	
Dépréciation minoritaire	76	430	1 016
Total	674	3 512	1 016

Le poste dépréciation des fonds de commerce et des goodwill comprend la perte de valeur sur le goodwill de la filiale PALUEL-MARMONT CAPITAL : PALOLDING pour 598 K€ et la dépréciation de la quote-part minoritaire de COLOMBUS PARTNERS EUROPE pour 76 K€.

t) Variation de la juste valeur des titres de capital investissement

Sur 2010, la juste valeur des titres en portefeuille du capital investissement diminue de 1 119 K€.

u) Variation de la juste valeur des immeubles de placement

Les patrimoines du 24 rue Murillo Paris 8^{ème}, de l'usine de Compiègne (60) et du local commercial d'Orchies (59), évalués au 31 décembre 2009 sur la base des expertises immobilières réalisées par AD VALOREM EXPERTISES, n'ont pas varié au 30 juin 2010.

La juste valeur du nouveau local d'Orchies, produit en 2010, entraîne la constatation d'un gain de 266 K€ par rapport à son coût de construction, sur le 1^{er} semestre.

v) Variation de la juste valeur des valeurs mobilières de placement

Sur 2010, la juste valeur des valeurs mobilières de placement augmente de 42 K€, sous déduction des cessions intervenues en 2010 à leur juste valeur pour - 110 K€, soit une perte nette de 68 K€.

w) a) Produits financiers

Produits (en K€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dividendes	1 559	2 614	588
Intérêts perçus	139	530	320
Gains de change	6	19	5
Plus values nettes des cessions titres de capital investissement	448	2 076	286
Plus values des cessions valeurs mobilières de placement	104	329	295
Reprise de provision sur engagements de retraite	86	7	1
Autres reprises de provision (travaux et créances)	759	661	532
Total	3 101	6 236	2 027

w- b) Coûts financiers

Charges (en K€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Coûts d'emprunts	1 242	3 529	1 600
Pertes de changes	16	21	11
Moins values des cessions titres de capital investissement			
Moins values des cessions valeurs mobilières de placement	49	716	716
Total	1 307	4 266	2 327

x) Impôts

En K€	30/06/2010			31/12/2009		
	base à 34,43%	base à 15%	base à 0%	base à 34,43%	base à 15%	base à 0%
Résultat consolidé avant impôt	4 580			-3 185		
Régime des SCR (non imposable)	2 024			3 931		
Régime des plus-values à long terme	86			-286	-263	
Plafonnement des provisions sur titres				-269		
Provisions non déductibles				-210		
Retraitement dividendes et cessions TIAP	-1 240		1 240	406		
Retraitement cession immeuble de placement				-8 978		
Réintégrations diverses				1 580		
Déductions diverses	-387			-1 954		
Base fiscale imposable	5 063	0	1 240	-8 965	-263	0
Impôt calculé	1 743	0	0	-3 087	-39	0
Charge d'impôt	1 743			-3 126		

La société PALUEL-MARMONT CAPITAL, ayant opté pour le régime de SCR, est totalement exonérée d'impôt sur les sociétés.

y) Intérêts minoritaires et résultat dilué par action

Les intérêts minoritaires dans le résultat s'élèvent à 1 364 K€ et correspondent aux parts minoritaires du Groupe PMC (comprenant 4 sous-groupes) (1 423 K€), du groupe ESPRIT DE FRANCE (63 K€), de PALUEL-MARMONT CAPITAL (- 17 K€) et des filiales immobilières CHAMPOLLION I – CHAMPOLLION II – COLOMBUS PARTNERS, COLOMBUS PARTNERS EUROPE, FONCIERES CHAMPOLLION 21-22-23-24, MONCEAU RENOVATION et PYTHEAS INVEST (-105 K€).

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat consolidé part du groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, après déduction des actions conservées par le groupe. Le résultat dilué par actions est calculé en prenant en compte, dans le nombre moyen d'actions en circulation, la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants, le cas échéant, et la valeur des biens ou services à recevoir au titre de chaque option d'achat d'actions.

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat part du groupe (en K€)	1 473	-1 030	-3 255
Calcul du résultat par action			
Nombre d'actions du capital	1 214 500	1 214 500	1 214 500
Titres en autodétention	-63 618	-52 030	-52 077
Actions prises en compte	1 150 882	1 162 470	1 162 423
Résultat par action (en €)	1,28	-0,89	-2,80
Calcul du résultat dilué par action			
Nombre d'actions du capital	1 214 500	1 214 500	1 214 500
Instruments dilutifs	0	0	0
Actions prises en compte	1 214 500	1 214 500	1 214 500
Résultat par action (en €)	1,21	-0,85	-2,68

7- Autres informations

a) Effectifs et rémunération des organes de Direction

L'effectif moyen du groupe s'établit à 556 salariés.

Les sommes allouées aux organes d'Administration et de Direction (refacturations du CETIG et jetons de présence) s'élèvent au titre de l'année 2010 à 353 K€.

Les refacturations du CETIG incluent la rémunération, au titre de leurs fonctions au sein de la Compagnie Lebon et dans les sociétés contrôlées, de Messieurs Jean-Marie Paluel-Marmont et Christophe Paluel-Marmont, en vertu d'une convention soumise aux articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce.

b) Exposition aux risques

- Risque de liquidité : La société ne présente pas de risque de liquidité.
- Risques actions : Il n'y a pas d'investissements en titres de sociétés cotées.
- Risque de change : le Groupe a contracté des engagements de souscription de TIAP en US \$ pour un montant de 70 K US \$. Ce risque n'est pas significatif.

c) Informations sectorielles

L'ensemble du périmètre de consolidation est situé en France et en conséquence dans la zone monétaire euro. Une information géographique ou monétaire à ce niveau ne serait pas pertinente.

Les résultats sont présentés par secteur d'activité :

A : Capital investissement

B : Hôtellerie

C : Holding

Les principaux postes du bilan par secteurs se décomposent de la façon suivante :

En K€	30/06/2010				31/12/2009				30/06/2009			
	A	B	C	TOTAL	A	B	C	TOTAL	A	B	C	TOTAL
Actifs corporels et incorporels	5 307	30 672	4 644	40 623	6 110	30 925	4 698	41 733	6 349	31 290	4 062	41 701
Ecart et immeubles de placement	52 209	10 142	6 492	68 843	51 204	10 142	6 492	67 838	52 772	10 142	13 963	76 877
Immobilisations Financières	58 042	323	23	58 388	56 537	323	23	56 883	66 938	312	23	67 273
Stocks et encours	34 550	82		34 632	40 103	82		40 185	30 105	73		30 178
Emprunts et dettes LT	46 267		503	46 770	43 703	212	635	44 550	38 843	630	1 045	40 518

Le chiffre d'affaires par secteurs se décompose de la façon suivante :

En K€	30/06/2010				31/12/2009				30/06/2009			
	A	B	C	TOTAL	A	B	C	TOTAL	A	B	C	TOTAL
Chiffre d'affaires et produits	48 001	7 071	552	55 624	93 917	13 722	1 282	108 921	47 861	6 541	644	55 046
Produits inter secteurs				-303				-948				-253
Produits des activités ordinaires	48 001	7 071	552	55 321	93 917	13 722	1 282	107 973	47 861	6 541	644	54 793

Autres informations sectorielles :

En K€	01/06/2010				31/12/2009				30/06/2009			
	A	B	C	TOTAL	A	B	C	TOTAL	A	B	C	TOTAL
Amortissements de la période	290	565	54	909	1 023	1 111	114	2 248	420	542	54	1 016
Produits et charges sans contrepartie en cash :												
- variation des justes valeurs	-853		-68	-921	-12 058		-49	-12 107	-4 475		740	-3 735
- reprise sur provisions	761	82	4	847	646	23		669	530	4		534
- impôts différés	-514	16	39	-459	3	-538	-4 151	-4 686	-1 143	-512	-265	-1 920

d) Contrats de location

Le montant total des paiements minimaux futurs sur les baux hôteliers des 3,5 hôtels s'élève à 1 918 K€. (dont 406 K€ à 1 an, 1 317 K€ entre 1 et 5 ans, 194 K€ à plus de 5 ans). Le montant payé durant la période est de 326 K€.

e) Autres engagements reçus

Néant

Il n'existe aucun autre engagement hors bilan.

f) Perspectives d'avenir

Au cours du 1^{er} semestre, l'activité des sociétés filiales ou du portefeuille a été plutôt satisfaisante. De plus, on constate une stabilisation, voire une légère reprise de la valeur des actifs. L'année 2010 sera une année de transition.

La Compagnie Lebon, forte d'une position de trésorerie importante, entend continuer à apporter tout son soutien à ses filiales en vue de leur développement et de leur valorisation dans cette période difficile.

Au cours du 2^e semestre, l'activité financière pourrait voir plusieurs transactions en cours de négociation se concrétiser.

L'activité hôtelière reste favorable, compte tenu de la bonne tenue du secteur.

Le résultat de l'année devrait être sensiblement supérieur à celui du 30 juin.

Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 24 août 2010

Le Président directeur général
Jean-Marie PALUEL-MARMONT

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COMPAGNIE LEBON, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte actuel de volatilité de l'environnement économique. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 25 août 2010

Les commissaires aux comptes

CONSEIL AUDIT & SYNTHÈSE

MAZARS

Benoît GILLET Jean-Philippe BERTIN

Franck BOYER